

# LA MOBILISATION

Pages 1, 2 et 3 : Le Télégramme du 21 novembre

Pages 4, 5 et 6 : Ouest-France du 21 novembre

## UNE LEÇON DE MOBILISATION



Quelque 2.000 enseignants, étudiants, lycéens et parents d'élèves ont défilé, hier, dans les rues du centre-ville brestois. Ils entendaient « défendre le service public d'éducation », avec pour objectif de favoriser « la réussite de tous les élèves ». Au même moment, les quatre centres de loisirs réquisitionnés dans le cadre du service minimum d'accueil étaient loin de faire le plein. Page 15

# Education nationale.

## Le primaire très mobilisé

La journée de mobilisation de l'Education nationale, hier, a été réussie, selon les syndicats. De son côté, le ministre Xavier Darcos a brocardé le caractère « démodé » de ces modes d'action.

### > La mobilisation en Bretagne



### > En France

- 220.000 manifestants, selon les organisateurs (100.000 selon la Police)
- Grévistes :
  - Primaire : 48 % (ministère) à 69 % (syndicats)
  - Collège : 21 % (ministère) à 50 % (syndicats)



Le Télégramme - Photo : F. Le Duff

Dans les écoles primaires, entre 48 % (ministère) et 69 % (syndicats) des enseignants ont débrayé, hier. Dans les collèges et lycées, ils étaient entre 21 % (ministère) et « plus d'un sur deux » (selon le Snes).

### De nouvelles actions envisagées

La grève dans le primaire a donc été la plus suivie depuis plus d'un an, alors que les grévistes du secondaire ont été moins nombreux que lors des trois grèves précédentes, selon les chiffres du ministère comme des syndicats.

« Le message transmis par toute

une profession aujourd'hui est massif, net et déterminé », en ont conclu les trois principaux syndicats des écoles primaires, en donnant au ministre de l'Education « cinq jours pour ouvrir des négociations ». A défaut, ils lanceront de « nouvelles actions ».

Plus généralement, « c'est une journée réussie », a déclaré le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri, « un tournant » selon le SE-Unsa, alors que 163.000 enseignants, étudiants et lycéens, 220.000 selon les syndicats, ont défilé selon la police dans 131 cortèges dans tout le pays. Les manifestants demandaient,

hier, un autre budget (celui de 2009 prévoit 13.500 suppressions de postes), « le maintien des Rased » (lire ci-dessous), le respect de l'école maternelle, un « véritable dialogue social » et, pour certains, une autre réforme du lycée. La FSU rencontrera, lundi, les autres organisations de l'Education pour décider des suites de cette journée.

### Les limites du droit d'accueil

Interrogé, hier, dans la matinée, Xavier Darcos avait dit qu'il « entendait » la grève et qu'elle allait être « importante ». Mais il a

aussi brocardé les syndicats « dont la fonction principale » est, selon lui, « la résistance au changement », estimant qu'« organiser de manière systématique » des grèves comme « réponse aux problèmes de l'école » était « démodé ». Enfin, le droit d'accueil a montré ses limites, des communes de gauche comme Paris, Lyon ou Strasbourg se disant incapables de le mettre en place, alors que Bordeaux, Marseille ou Nice, de droite, l'ont organisé.

Voir aussi le JT Web  
[www.letelegramme.com](http://www.letelegramme.com)

# Éducation. Les enseignants donnent la leçon

Environ 2.000 enseignants, étudiants, lycéens et parents d'élèves ont battu le pavé, hier, pour « défendre le service public d'éducation » et pour « la réussite de tous les élèves ».

*Les maîtres et les psychologues des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) figuraient en tête de cortège. Car 3.000 postes de ces structures seront supprimés, en France, dès la rentrée scolaire 2009.*



De tous les slogans entendus ou écrits sur des pancartes et des banderoles, hier, la palme revient sûrement à ceux des membres du conseil local FCPE des écoles Lyon-Algésiras. Morceaux choisis : « Anglais: Dark cos ! L'avenir est sombre ! », « Con jus gai zon: jeux vœux apprendre, tu

veut m'apprendre, Darcos ne veut pas » ou « Sport: on court, on court après un poste, on court, on court à la catastrophe ». La manifestation pour la « défense du service public d'éducation » et pour « la réussite de tous les élèves » — logique, en cette Journée mondiale de défen-

**« On n'avait pas vu cela depuis longtemps »**

Daniel Ravasio, secrétaire départemental de la FSU,

se et de promotion des droits de l'enfant — a réuni quelque 2.000 personnes, qui ont défilé dans le centre-ville brestois pendant environ une heure et demie. « On n'avait pas vu cela depuis longtemps », commente Daniel Ravasio, secrétaire départemental de la Fédération syndicale uni-

taire (FSU). Tout a débuté aux alentours de 11 h, sur la place de la Liberté, où différents porte-parole syndicaux locaux (CGT-Éducation, FSU, Sgen-CFDT et Sud-Éducation) avaient lu, tour à tour, un texte commun. Olivier Cuzon, pour Sud-Éducation (Solidaires), a fait réagir la foule mas-

sée au pied des marches de l'hôtel de ville, qui a répondu par l'affirmative à ses questions: « Vous pensez que l'éducation mérite d'être une priorité nationale ? Que, pour la jeunesse, l'éducation doit être l'investissement principal de notre pays ? Que son avenir est de notre responsabilité ? Que les enjeux scolaires et les enjeux sociaux sont indissociables ? ». Auparavant, Romain Caro, un militant de l'Union nationale des étudiants de France (Unef), s'était fendu d'une courte intervention, calquée sur le modèle de « l'accuse ! ».

**Jusqu'à 64,8% de grévistes dans les écoles**

Bref, les manifestants ont voulu envoyer un message fort au gouvernement. Notamment les professeurs des écoles du Finistère, qui ont compté 64,8% de grévistes dans leurs rangs. Ils étaient 27,4% dans les collèges, 17,8% dans les lycées professionnels et 15,5% dans les lycées d'enseignement général et technologique.

Et après la mobilisation, place maintenant à la discussion. Du moins du côté du Sgen-CFDT. Loïc Balouet, son responsable départemental, souhaite obtenir « des avancées sur les conditions de travail et une meilleure école pour tous ». Car un syndicat, « ça doit faire évoluer le système ».

Aurélien Douillard

# Enseignants, parents et lycéens dans la rue, hier

Public et privé ont défilé côte à côte à Quimper et Brest, hier. Sept instituteurs sur dix ont fait grève dans le Finistère. Une belle mobilisation

■ **À Quimper**, entre 2 000 et 2 500 manifestants ont défilé dans le centre-ville à l'appel de tous les syndicats et des associations de parents d'élèves.

Dans les rangs, des enseignants des parents et une centaine de lycéens venus protester contre la suppression des postes dans l'Éducation nationale.

Le public et le privé ont manifesté main dans la main pour dénoncer les conditions de travail difficiles, la remise en cause de la scolarisation à deux ans, la menace qui plane sur les Rased (réseaux d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté) et les conseillers d'orientation psychologiques. Dans le premier degré, sept instituteurs sur dix ont fait grève. Certains établissements ont dû fermer leurs portes.

■ **Service d'accueil.** La municipalité de Quimper a organisé hier un service d'accueil dans les cinq centres de loisirs de la ville. 51 vacataires ont été embauchés pour encadrer les enfants. Il y a eu au total, une cinquantaine d'inscrits sur les 430 places que proposait la ville.

■ **Les conseillers d'orientation psychologiques (copsy)** des centres d'information et d'orientation (CIO) de Quimper et de Brest ont défilé en combinaisons blanches, hier. Ils protestent contre la décision du rectorat de remplacer deux titulaires par des enseignants. « Nous n'avons pas la même formation et on ne fait pas le même métier », affirme Sylvie Jaguin, copsy au CIO de Quimper. Nous sommes complémentaires mais on n'a pas la même manière d'envisager l'orientation. Il ne s'agit pas seulement d'affecter une personne dans un établissement mais bien

de définir avec lui un parcours sur le long terme. »

■ **2 000 manifestants à Brest.** Pour la police, ils étaient 1 300. Pour les syndicats, 2 500. Et selon les estimations des journalistes, 2 000. « La mobilisation est massive. On est très satisfait », déclare l'intersyndicale à l'origine du mouvement.

Dans le cortège qui s'est étancé vers 11 h 30 de la place de la Liberté se trouvent des enseignants du public mais aussi du privé. Beaucoup d'instituteurs sont mobilisés. Et pour cause, 75 % des professeurs des écoles publiques brestoises sont en grève. Dans le défilé, il y a aussi des professeurs du second degré et de l'université, des lycéens et des étudiants, des stagiaires de l'IFM et des parents d'élèves.

En tête de la manifestation, les instituteurs des Rased (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), qui sont menacés de 3 000 postes seront supprimés. C'est une catastrophe, analyse Christine, d'un réseau morlaisien. On ne fait pas du soutien ! Ce n'est une aide ponctuelle ! On accompagne des enfants qui n'arrivent pas à rentrer dans les apprentissages. Cette menace mobilise beaucoup les instituteurs. Leur aide est indispensable, ont assuré de nombreux profs.

Les manifestants protestent contre les suppressions de poste mais aussi les réformes. Ils dénoncent le flou des propositions, l'absence de concertation, et le mépris du ministre à l'encontre des profs. La réforme du lycée suscite bien des interrogations. « L'objectif n'est pas le mieux être de l'enfant, mais de faire des économies. »

Un responsable syndical résume la situation : « Mais comment peut-on faire mieux avec moins ? ! »

■ **Très forte mobilisation.** Selon le rectorat, dans le premier degré 64,5 % des enseignants finistériens du public étaient en grève. C'est le taux le plus important dans l'académie, la moyenne étant de 51 %. Dans les collèges, ils étaient 27,4 % ; dans les lycées professionnels, c'est 17,8 % ; et, dans les lycées généraux, 15,5 %. Enfin, 10 % des personnels techniques et administratifs ATOS ont aussi suivi le mouvement.

■ **Un accueil minimum pour les maternelles.** À Brest, « faute de pouvoir assurer la sécurité des enfants », la ville ne pouvait pas assurer un service d'accueil minimum complet. Néanmoins pour les enfants de maternelle dont « les parents n'avaient d'autres solutions », les quatre centres de loisirs municipaux étaient ouverts (165 enfants au total). Mais seulement 30 jeunes étaient présents. Pour la plupart, des habitués des centres de loisirs.

« En accueillant que des maternelles, notre offre n'est sans doute pas adaptée aux familles qui ont plusieurs enfants, notamment en élémentaires. Mais, on a quand même proposé une solution, indique Thierry Veilly, responsable du service périscolaire brestois. Il est aussi des parents qui ne voudraient pas confier leur enfant au service minimum d'accueil. Beaucoup ont gardé leur organisation habituelle : garde chez les grands-parents, ou autre... »

Lucile VANWEYDEVELDT et Laurence GUILMO.



À Quimper, entre 2 000 et 2 500 manifestants ont défilé dans le centre-ville de Quimper à l'appel de tous les syndicats et des associations de parents d'élèves.

## Douarnenez : les écoles ont massivement suivi

La grève a été bien suivie dans le secondaire public avec 61 % des enseignants du collège et 50 % des enseignants du lycée Jean-Marie-Le Bris contre moins de 20 % lors du dernier mouvement, mais c'est dans les écoles maternelles et élémentaires que la grève a été la plus remarquée. Seules trois classes étaient ouvertes à l'école primaire Jules-Verne sur l'ensemble des neuf écoles publiques de la ville. Fait remarquable, la grève a également touché de façon importante les établissements scolaires catholiques. Si le collège, lycée général

et professionnel Sainte-Élisabeth-Saint-Blaise ne compte qu'un gréviste sur 77 enseignants, l'école maternelle et élémentaire des Saints-Anges enregistre quatre grévistes sur six enseignants, Sainte-Philomène, cinq grévistes sur six enseignants, tandis que la totalité des instituteurs (trices) de Saint-Jean (11 enseignants) étaient en grève. Dans le public, environ 150 écoliers sur un millier ont été accueillis dans les établissements par le personnel communal et ont pu bénéficier des repas de la cantine scolaire.



## A Carhaix, pas de service minimum de la mairie

- À Carhaix, où la grève a été bien suivie, il n'y a pas eu de service minimum organisé par la mairie. L'accueil dans les écoles primaires et maternelles de Persivien et de

Diwan n'a pas été assuré. Ces deux établissements étaient fermés. En revanche, les écoles de Kerven, Huella et du boulevard de la République, où les services de cantine et

de garderie scolaire fonctionnaient normalement, ont accueilli leurs élèves.

## 70 agents municipaux mobilisés à Concarneau

La grève a été bien suivie hier dans les écoles concarnaises : 36 enseignants avaient cessé le travail. Pour permettre l'accueil de 813 élèves susceptibles d'être présents, la

ville avait mobilisé 70 agents municipaux : animateurs, agents des écoles ou d'autres services. Environ 200 enfants, soit 25 % de ceux qui étaient concernés, étaient vraiment

présents. Tous ont été accueillis par le personnel municipal. « Ils sont contents, parce qu'aujourd'hui, ils ne viennent que pour jouer ! », sourit une surveillante.

## Soixante-quinze enfants accueillis à Quimperlé

« Cela s'est bien passé, comme à Bannalec d'ailleurs », persiflait hier soir le maire de Quimperlé. Car les douze communes de gauche autour de Quimperlé avaient la veille, abondamment critiqué l'obligation

faite aux communes d'accueillir les enfants.

En tout, 75 bambins ont passé la journée dans des locaux périscolaires encadrés par dix vacataires. « Ce sont ceux des familles

qui n'avaient trouvé aucune solution », commente la première adjointe Christine Favennec. À noter que l'école maternelle Bisson (3 classes) ne comptait aucun gréviste.

## Des taux de grévistes variables en Pays bigouden

La grève a été diversement suivie hier dans les collèges et lycées bigoudens. Dans le privé, les taux varient de 5 % de grévistes à Saint-Gabriel (collège et lycée de Pont-l'Abbé) à 71 % au collège Saint-Joseph du Guilvinec.

Dans le public, c'est le collège Henri Le Moal de Plozévet qui détient le record avec 70 % de grévistes, tandis que le collège Paul

Langevin au Guilvinec atteint 50 %, pour 38,40 % au collège Laennec de Pont-l'Abbé. Au lycée Laennec, 49,29 % des enseignants ont suivi la grève. L'accueil des élèves a été assuré par les enseignants présents et le personnel : surveillants et proviseurs.

Dans les écoles primaires de Pont-l'Abbé, où la mairie s'était déclarée « peut-être » dans

l'incapacité d'organiser un service d'accueil, l'école publique enregistre 50 % de grévistes et 100 % dans les maternelles. Sauf à Merville où les enseignants, tous présents, se déclarent « solidaires » du mouvement. L'école primaire privée elle, a fonctionné à plein. Les élèves présents ont été accueillis par les employés de la ville (Atsem) et les enseignants.

## À Morlaix, deux garderies pour le public

Le mouvement de grève a été très suivi dans les établissements scolaires morlaisiens, de la maternelle au lycée, public et privé. En ce qui concerne l'accueil des écoliers, la municipalité avait mis en place, pour la première fois, un système de garderie : deux écoles (Jean-Jaurès dans la zone est et le Poan-Ben en centre-ville) ont accueilli respectivement les écoliers des établissements Jean-Plaget et Emile-Cloarec pour la première et ceux de

Gembetta pour la seconde. L'école Coëntin-Caër n'ayant enregistré aucun gréviste. Au total, près d'une soixantaine d'élèves ont profité de cet accueil. Les établissements privés un nombre de grévistes importants : 12 des 14 enseignants de l'école Saint-Joseph, 5 des 8 enseignants de l'école Notre-Dame de Lourdes.

## A Lanermeau, un collège sans surveillant

Le personnel administratif du collège de Mescoat, à Lanermeau, a connu une journée d'hier sportive. Tous les surveillants étaient en grève. En plus de ses tâches habituelles, le personnel a dû assurer la surveillance des collégiens toute la journée. Pour les plus jeunes, un service minimum d'accueil était assuré dans chacune des écoles maternelles et élémentaires de la ville. Dans toutes les écoles plus

de 25 des enseignants étant en grève, 198 enfants étaient accueillis. Hier soir, le service enseignement de la ville ne disposait pas des chiffres exacts. Un éducateur sportif de l'office municipal des sports a assuré une heure d'écroSPORT pour les élèves d'élémentaires dans deux écoles, cela afin de « décharger les agents », selon l'adjointe chargée de la vie scolaire Anne Tanguy.

Brest :

## Les enseignants se sont bien mobilisés

Profs, lycéens et étudiants, parents. Hier matin, ils étaient environ 2 000 à défilier dans le centre-ville contre la « casse de l'Éducation nationale ». (Lire aussi page 9)



Non aux suppressions de postes, à la disparition des Rased, ces réseaux d'aides spécialisés aux enfants en difficulté, et aux réformes décidées sans concertation. Non au mépris. Hier, tranquillement mais avec détermination, les enseignants exprimaient leur « ras-le-bol ».

### « J'ai refusé de laisser mes enfants »

« Le matin, quand j'ai amené ma grande fille de 5 ans à l'école, j'ai découvert que sa professeure était en grève. On m'a proposé de la garder dans le cadre d'un service minimum d'accueil. J'ai refusé ! »

Sylvain, 35 ans, père de deux filles âgées de 5 et 2 ans, à Lampaul-Plovarzel, explique : « C'est une remise en cause du droit de grève. Or, je suis solidaire des professeurs qui protestent contre les suppressions de poste. Et je ne suis pas d'accord avec cette formule d'accueil organisée par les mairies. C'est à l'Éducation d'assurer. Les écoles ne sont pas des garderies ! » Enfin Sylvain s'inquiète de voir « les enseignants malades remplacés par des vacataires non formés ».

Pourtant, ce père de famille s'est retrouvé « bien embêté ».

Informaticien de profession, il travaille depuis chez lui, via le télétravail. Il a trouvé une solution : « La nourrice de ma petite a accepté de garder la grande sœur également. » Cette grève lui coûte finalement l'équivalent d'une journée de garde chez une nourrice. « J'assume, affirme Sylvain, c'est le prix pour être en accord avec mes idées. »

Adoptée en août, la loi oblige les communes à organiser un accueil - gratuit pour les familles - dès lors qu'une école compte plus d'un quart d'enseignants grévistes. Mais le délai n'est que de 48 heures pour organiser un tel accueil et recruter du personnel. Délai décrit comme intenable pour une ville comme Brest, qui n'a pas mis en place ce service pour la troisième fois (accepté pour quelques maternelles).



■ **Contre la suppression des Rased.** Kallie Mignot, professeure des écoles en CE1, au Questel, manifeste avec Louise, sa fille : « Je suis contre la suppression des Réseaux d'aides spécialisés aux élèves en difficulté (Rased). Ces instituteurs sont spécialement formés et interviennent sur le temps scolaire. J'ai vu leur efficacité. Ce n'est pas du soutien, ils réussissent à remettre à flot des élèves en grande difficulté. Ils ne doivent pas disparaître. »



■ **« On n'en peut plus ».** Fanch Le Hénaff, directeur d'une école privée à Gouesnou : « Il y a eu des réformes en 2002, 2006, 2007... et maintenant 2008. En plus, Xavier Darcos essaie de nous diviser. Des primes sont prévues pour les profs de CE1 et CM2 quand ils évaluent les niveaux des élèves. Mais, d'habitude, toute l'équipe des enseignants s'y collait. Il est urgent d'attendre le prochain ministre de l'Éducation ! »